

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je devrais peut-être signaler à la Chambre que 540 questions écrites ont été posées durant cette session, dont 416 ont déjà reçu une réponse. Il y a eu 52 questions marquées d'un astérisque; 46 ont reçu une réponse. Quant aux questions auxquelles on n'a pas répondu, surtout celles qui remontent à mai dernier et dont parle mon ami, bon nombre d'entre elles, étant donné leur nature, ne pourront recevoir de réponse avant quelques semaines.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais parler du même rappel au Règlement. J'ai posé au premier ministre une question inscrite au *Feuilleton*. Je demandais simplement une liste des sujets examinés par le groupe d'étude sur les relations ouvrières. Comme cette question figure au *Feuilleton* depuis quatre mois, je me demande si le premier ministre va se renseigner et répondre.

LES TRAVAUX D'HIVER

LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU PROGRAMME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. E. Pascoe (Moose-Jaw-Lake-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le gouvernement a-t-il ramené son programme de travaux d'hiver à cinq mois, alors qu'il a duré six mois l'an dernier, et commencera-t-il maintenant le 1^{er} décembre au lieu du 1^{er} novembre?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur le président, le programme peut commencer soit le 1^{er} novembre, soit le 1^{er} décembre, suivant le choix de chacune des provinces, mais la période sera limitée à cinq mois.

[Traduction]

M. Pascoe: J'ai une question complémentaire, monsieur l'Orateur. L'an dernier, le programme des travaux d'hiver comprenait le débroussaillage qui constitue, dans de nombreuses régions du pays, une partie importante des travaux d'hiver dans les fermes. Le débroussaillage est-il compris cette année dans ce programme?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur le président, cela peut très bien être compris dans les travaux d'hiver, pourvu que ce soit relié à

des travaux plus importants et dans le sens du programme des travaux d'hiver. Autrement dit, nous n'accepterons pas les programmes de nettoyage des champs ou des tuyaux d'égout, etc., si ceux-ci ne sont pas reliés à des programmes d'ensemble de construction.

[Traduction]

M. l'Orateur: Le député de Bow-River a la parole pour une question complémentaire.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Il ne s'agit pas à proprement parler d'une question complémentaire, monsieur l'Orateur, mais elle a un certain rapport avec le programme de travaux d'hiver puisqu'elle a trait à des mises à pied. Le ministre a-t-il reçu une pétition de l'International Brotherhood of Railway Electrical Workers, de Calgary, protestant contre la mise à pied de 400 cheminots par le Pacifique-Canadien à la suite de la suspension forcée des expéditions de céréales...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Woolliams: ...et le ministre fera-t-il examiner cette affaire par le bureau de la main-d'œuvre de Calgary?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES MACHINES AGRICOLES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture. Comme la hausse en flèche du prix des machines agricoles a, il y a quelques mois, contraint le gouvernement à ordonner une enquête, et comme ce problème accable toujours nos cultivateurs, je tiens à demander au ministre où en est rendue l'enquête sur le prix des machines agricoles. Quand compte-t-il recevoir un rapport et le déposer?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, la Commission royale avait expliqué, lors de sa création, qu'il lui faudrait deux ans pour mener une enquête approfondie qui serait positive et utile. Les travaux de la Commission se poursuivent selon les prévisions, mais elle n'a pu abréger ce délai.

M. Douglas: Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Le ministre, lorsqu'il a établi la Commission royale, a demandé aux fabricants de machines agricoles de se soumettre volontairement à des directives visant